

Les céréaliers sont confrontés à des pertes d'exploitation liées aux intempéries qui détruisent les récoltes (débordement des rivières au printemps et orages de grêle en été), au réchauffement climatique qui perturbe inexorablement les cycles biologiques des grandes cultures, à la crise des marchés qui entraîne des prix trop bas, à la baisse des aides PAC et parfois à des crises sanitaires.

Les producteurs laitiers sont confrontés aux mêmes difficultés avec en plus la surproduction laitière au niveau européen. Des aides ad hoc à la « régulation de la production » combinées à l'arsenal des aides temporaires baptisées différemment selon les époques et les gouvernements qui les prennent arrivent à temporiser la liquidation judiciaire de certaines exploitations mais ne résolvent en rien le problème de fond : la relation de l'agriculture aux climats et aux marchés mondiaux.

Les gouvernements favorisent également les « sorties d'activités », départs en retraite, reconversions, chômage, obtention d'allocation de survie pour les plus malchanceux...

La sécurité liée à la PAC a facilité le financement des exploitations et de fait, pour les céréaliers et les éleveurs, la course à l'agrandissement. De paysan, ils sont devenus exploitants agricoles et même capitaliste, l'œil rivé sur les cours des matières premières. Leurs entreprises sont liées au travail de leurs collègues russes, américains, brésiliens ou australiens, au cours des devises américaines et européennes, perdant tout contact avec les fondamentaux humains, biologiques et écologiques de leur activité. La mécanisation est leur obsession car elle permet de cultiver davantage de surfaces, donc de profiter d'une augmentation de revenus parallèle à l'augmentation des subventions liées à l'accroissement de la surface cultivée de la ferme. Cette course à l'agrandissement est aujourd'hui le principal moteur de leur problème, car la crise conjoncturelle qui fait chuter les prix, ajoutée à la crise climatique qui sabote dans les tonnages produits, ne permettent plus les rentrées de trésoreries planifiées dans les budgets prévisionnels. Les années précédentes n'ayant pas permis de constituer les réserves de trésorerie dans les comptes épargnes dédiés aux DPA ou DPI, l'impossibilité de faire face à la crise entraîne des conséquences parfois dramatiques dans les campagnes. Les paysans ne peuvent plus faire face à leurs obligations de remboursement des terres achetées en excès, de la mécanisation outrancière pour cultiver ces ha à perte de vue. Le piège tendu par ses partenaires financiers et ses conseillers se referme douloureusement sur eux.

Sont ainsi roulés dans la farine les agriculteurs qui croyaient toucher le jackpot PAC. Un jour, la conjonction des paramètres défavorables (intempéries, gel, attaque parasitaire et à la volatilité des marchés) que l'impétrant a toujours voulu ignorer peut s'avérer mortelle. Mais les responsables de la situation ne sont pas uniquement l'agriculteur et sa naïveté, les intempéries et l'effondrement des cours. Il faut leur associer le banquier et l'expert-comptable qui encouragent le système en ne tempérant pas les ardeurs pécuniaires de leurs clients.

Mieux, la Loi permet de faire des provisions d'argent frais sur des comptes épargne spécifiques, appelés Déduction pour Aléas (DPA) et Déduction pour Investissements (DPI), donc de réduire les bénéfices et les impôts directs, pour avoir un matelas permettant de payer les factures les années difficiles. Si cette gestion peut s'apparenter à la notion de « bon père de famille », elle est dans le cas présent un outil pervers pour encourager la course folle à l'endettement et transformer les agriculteurs en partenaire du système capitaliste dont ils sont devenus des membres actifs. Ces Lois et avantages fiscaux sont l'apanage des industriels qui ne représentent plus l'agriculture traditionnelle et la réalité mondiale. Les populations sont nourries majoritairement par des petites fermes tandis que les grosses fermes travaillent pour l'industrie alimentaire ou les pétroliers.

La dernière trouvaille des conseillers agricoles, face aux crises à répétition, est de proposer l'allègement des coûts de production, afin d'avoir un « matelas de rentabilité » supplémentaire pour

gérer les mauvais prix et la faiblesse des rendements. Pour ce faire, ils proposent d'introduire de la robotique dans les champs pour supprimer de la main d'œuvre et du temps de travail humain. Encore et toujours le choix de l'investissement dans le capital plutôt que dans le temps de travail.

« La robotisation permet de dégager du temps. Si ce temps libéré est utilisé pour la production et permet de dégager de la valeur ajoutée supplémentaire, alors cette automatisation ne pose pas de problème. En revanche, si le développement des automatismes vient seulement permettre de réduire l'astreinte et le temps de travail alors la rentabilité et la marge de l'exploitation diminue. Dans ce deuxième cas, l'agrandissement est nécessaire. »

Cette logique est criminelle car cette attitude maintient l'agriculteur dans cette course folle de l'endettement, dans l'accaparement des terres au détriment des confrères débutants et dans le travail supplémentaire... Car malgré le but affiché, il en faut aussi - du temps - pour cultiver ces terres en supplément. Et pour mettre toutes les chances de stabiliser ce processus capitaliste, de s'enrichir au détriment de la collectivité, ces mêmes conseillers s'insurgent du fait que l'assurance récolte ne soit pas généralisée ou mieux sertie pour mieux indemniser les sociétaires qui l'ont souscrite. Les céréaliers et les éleveurs sont ainsi devenus, en France et en Europe, les plus gros propriétaires fonciers car subventionnés à la surface semée, ils ont vite compris que le chèque perçu serait lié au nombre d'ha détenus.

Mettre dans les champs toujours moins de paysans mais de plus en plus gros !
Sur quelles bases économiques ou sociologiques repose cette politique agricole?